

Nom de la source

Acteurs Publics

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Jeudi 25 novembre 2021 • 6:23:00 +0100

Acteurs Publics • 888 mots

Drones, IA et réalité augmentée au menu des expérimentations de l'État

Une trentaine de projets a déjà été financée par le plan de relance pour expérimenter l'utilisation des nouvelles technologies dans l'administration. La DSI de l'État a décidé de réhausser le plafond des subventions accordées pour développer l'usage des drones, de l'intelligence artificielle, de la ou encore de la réalité augmentée.

Des drones en appui des équipes du Raid, des visites guidées des monuments nationaux à distance grâce à un casque de réalité virtuelle, ou encore des caméras intelligentes pour décompter les modes de transport les plus utilisés... Voici quelques-uns des projets expérimentaux retenus par la direction interministérielle du numérique (Dinum) pour bénéficier de financements du plan de relance. Depuis l'ouverture, en janvier dernier, du guichet "Innovation continue", qui vise à améliorer les services publics par l'expérimentation de technologies non matures ou de nouveaux cas d'usage des dernières technologies, 25 projets ont ainsi été financés à hauteur de 48 000 euros chacun, soit pour plus d'1,2 million d'euros au total.

"On retrouve l'intelligence artificielle en filigrane dans la plupart des projets, avec l'expérimentation par exemple de techniques de reconnaissance du langage naturel", a indiqué, lors d'un webinaire de présentation le 16 novembre, Sabine Guillaume, chargée de la mission de labellisation des solutions numériques à la Dinum et responsable de ce guichet, qui mobilise systématiquement des prestataires privés (34 au

total pour le moment), que ce soit pour conduire des études de faisabilité ou pour concevoir des démonstrateurs. Les subventions du plan de relance ne permettent en effet pas de financer des emplois, un des griefs faits au plan de relance et qui pousse les administrations à externaliser. L'approche "start-up d'État" a d'ailleurs un temps été envisagée pour ce guichet, mais rapidement exclue, pour privilégier les expérimentations avec des éditeurs en place.

Du Centre des monuments nationaux au Raid

Quoi qu'il en soit, les administrations s'essayent depuis le début de l'année à différentes technologies, avec une petite préférence pour l'intelligence artificielle (IA), donc, mais aussi pour la réalité virtuelle et les drones. Le Centre des monuments nationaux propose par exemple des visites guidées en réalité augmentée, tandis que le service hydrographique et océanographique de la Marine (Shom) l'utilise pour visualiser les données relatives aux courants de marées et aux profondeurs et reliefs des océans. Le Raid mobilise, lui, un "essaim de drones" équipés de capteurs radiologiques afin de détecter les zones les plus à risques avant toute intervention

© 2021 Acteurs Publics. Tous droits réservés. Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.



Certificat émis le 17 décembre 2021 à FNSP-SCIENCES-POLITIQUES-PARIS à des fins de visualisation personnelle et temporaire.

news:20211125-SEA-51144

dans un milieu contaminé.

Également au ministère de l'Intérieur, le service de protection rapprochée de la police nationale expérimente à l'inverse des dispositifs de détection et de brouillage antidrones directement embarqués dans les véhicules des personnalités protégées, comme le président de la République, afin de pouvoir repousser tout drone qui s'en approcherait. La *blockchain* est également appelée en renfort par l'ENSCI-Les Ateliers, comme l'a récemment mis en place l'université de Lille, pour générer des diplômes numérisés en principe inviolables dans la mesure où leur authenticité est vérifiable.

La direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DG-ITM) expérimente quant à elle la reconnaissance d'objets sur les réseaux de caméras de vidéosurveillance existants afin de compter en temps réel ou en différé les modes de transport les plus utilisés (piéton, vélo, moto, voiture, camion). *"Les données produites de comptage multimodal pour tous les types de véhicules seront mises en open data après avoir été contrôlées au niveau de la qualité"*, précise la DG-ITM, notamment pour faciliter le développement d'algorithmes de prédiction du trafic. L'intelligence artificielle est, elle, mobilisée par le ministère du Travail pour analyser le contenu des 87 000 accords d'entreprises déposés en ligne,

Plafond de financement relevé

Pour bénéficier du soutien de l'État, les projets doivent respecter un certain nombre de critères : proposer un projet expérimental d'un coût compris entre 20 000 et 100 000 euros, consacrer la

moitié du financement à une ou plusieurs entreprises innovantes - dont le siège se situe en France - et produire des résultats sous trois mois. Des critères précis et stricts, mais visiblement pas insurmontables puisque 96 % des dossiers déposés ont été acceptés par le "comité plan de relance", et dans un délai de quatre jours seulement. À tel point, d'ailleurs, que le plafond de financement des projets par l'État a été revu à la hausse, pour passer à 100 000 euros contre 48 000 euros initialement, tandis que le coût global des projets présentés peut désormais atteindre 200 000 euros.

Une manière d'élargir la palette de projets éligibles alors que le robinet à financements n'est pas encore près de se tarir. Un million d'euros seulement a été octroyé, sur une enveloppe totale, réservée à ce guichet jusqu'à fin 2022, de 6 millions d'euros. Plusieurs autres appels à projets du plan de relance numérique ont connu le même sort, avec le rehaussement de la part prise en charge par l'État, parfois à hauteur de 75 % contre 50 % auparavant.

L'objectif pour le guichet "Innovation continue" reste toutefois de ne financer que l'étape expérimentale des projets, d'où la nécessité de s'inscrire dans la "modeste" fourchette de 20 000 à 200 000 euros. *"L'idée consiste vraiment à expérimenter une technologie ou un concept non abouti, et non d'abonder un immense projet à 30 millions d'euros"*, explique Sabine Guillaume. Pour cela, d'autres guichets et appels à projets du plan de relance sont plus adaptés.

Cet article est paru dans Acteurs Publics

<https://www.acteurspublics.fr/articles/dr>

[ones-ia-et-realite-augmentee-au-menu-des-experimentations-de-letat](#)